



CWaPE
Commission
Wallonne
pour l'Energie

Date du document : 16/11/2018

DÉCISION

CD-18k16-CWaPE-0247

**NON-APPROBATION DE LA PROPOSITION DE SYNERGRID RELATIVE AUX
EXIGENCES D'APPLICATION GÉNÉRALE À ÉTABLIR EN VERTU DU
RÈGLEMENT (UE) 2016/1388 DE LA COMMISSION DU 17 AOÛT 2016
ÉTABLISSANT UN CODE DE RÉSEAU SUR LE RACCORDEMENT DES RÉSEAUX
DE DISTRIBUTION ET DES INSTALLATIONS DE CONSOMMATION**

*Rendue en application de l'article 6.6 du Règlement (UE) 2016/1388 de la
Commission du 17 août 2016 établissant un code de réseau sur le raccordement
des réseaux de distribution et des installations de consommation*

Table des matières

1.	OBJET	3
2.	CADRE LÉGAL	3
3.	PROPOSITION DE SYNERGRID	3
4.	DECISION	4
5.	VOIES DE RECOURS	5
6.	ANNEXES.....	ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.

1. OBJET

Par courrier daté du 17 mai 2018, SYNERGRID, agissant au nom de l'ensemble des GRD wallons, a soumis pour approbation à la CWaPE une proposition relative aux exigences d'application générale à établir en vertu du Règlement (UE) 2016/1388 de la Commission du 17 août 2016 établissant un code de réseau sur le raccordement des réseaux de distribution et des installations de consommation (ci-après, Code DCC) (annexe 1).

Cette proposition est formulée en vertu de l'article 6.1 du Code DCC qui prévoit que les exigences d'application générale à établir par les gestionnaires de réseau compétents ou les GRT compétents en vertu de ce code doivent être soumises à l'approbation de l'autorité de régulation compétente (sauf disposition de droit interne désignant une autre autorité compétente).

A travers la présente décision, la CWaPE se prononce donc sur la proposition de SYNERGRID.

2. CADRE LÉGAL

Le Code DCC fixe un certain nombre d'exigences applicables au raccordement des réseaux de distribution et des installations de consommation. Il habilite toutefois, dans certains cas, les gestionnaires de réseau compétents ou GRT compétents à spécifier certaines exigences.

L'article 6.1 du Code DCC prévoit que ces exigences d'application générale que les gestionnaires de réseau doivent spécifier en application du Code doivent préalablement être soumises pour approbation à l'autorité de régulation compétente.

Selon l'article 6.4 du même code, cette proposition des gestionnaires de réseau doit intervenir dans les deux ans à compter de l'entrée en vigueur du Code DCC, soit pour le 7 septembre 2018 au plus tard, l'autorité de régulation devant statuer dans les six mois de la réception de la proposition (article 6.6).

Dans le cadre de la fixation de ces exigences, les gestionnaires de réseau, de même que les régulateurs, doivent, selon l'article 6.3 du Code DCC :

- Appliquer les principes de proportionnalité et de non-discrimination ;
- veiller à la transparence ;
- appliquer le principe visant à garantir l'optimisation entre l'efficacité globale maximale et les coûts totaux minimaux pour toutes les parties concernées ;
- respecter la responsabilité assignée au GRT compétent afin d'assurer la sûreté du réseau, y compris selon les dispositions de la législation nationale ;
- consulter les GRD compétents et tenir compte des incidences potentielles sur leur réseau ;
- prendre en considération les normes et spécifications techniques européennes convenues.

A cela s'ajoute parfois, pour certaines exigences à spécifier, des balises particulières complémentaires.

3. PROPOSITION DE SYNERGRID

La proposition de SYNERGRID est la même que celle soumise par ELIA le 17 mai 2018. Elle est reprise à l'annexe 1 de la présente décision.

Dans son courrier du 17 mai 2018, SYNERGRID attire toutefois l'attention de la CWaPE sur le fait que seules les dispositions suivantes de la proposition commune à ELIA et SYNERGRID doivent être considérées comme également proposées par les GRD, les autres dispositions ne relevant pas de leurs compétences :

- § 2.1.2 ;
- § 2.1.4 ;
- § 2.1.5 ;
- § 2.2.2.

Cette proposition a été formulée au terme du processus suivant :

- Discussions entre fin 2015 et début 2017 au sein de la *Task Force Implementation network codes*, ouverte à tous les acteurs du marché, ainsi qu'à différents experts et aux autorités de régulation fédérale et régionales.
- Organisation de quatre ateliers avec les acteurs du marché entre septembre 2017 et février 2018, portant à la fois sur les exigences d'application générale et le règlement technique fédéral (22 septembre 2017, 23 novembre 2017, 18 décembre 2017, 6 et 7 février 2018) (<http://www.elia.be/fr/users-group/belgian-grid/Federal-Grid-Code-and-Genral-Requirements-Workshops>).
- Consultation publique entre le 15 mars et le 23 avril 2018 sur une première proposition d'ELIA (http://www.elia.be/~media/files/Elia/About-Elia/Publication/FGC/ProposalforGeneralRequirements_NCRfG_publicconsultation_15032018.pdf).

Dans son courrier du 17 mai 2018, SYNERGRID précise que les GRD ont invité les parties concernées, via le site web de SYNERGRID, à participer à la consultation publique organisée par ELIA, y compris pour les exigences s'appliquant aux utilisateurs des réseaux de distribution.

A l'issue de cette consultation, un rapport de consultation a été finalisé par ELIA le 17 mai 2018 (http://www.elia.be/~media/files/Elia/users-group/WG%20Belgian%20Grid/20180522_Voorstel-Elia-aangaande-Federaal-Technisch-Reglement/Consultation-report-17-May-2018-final_website_clean_v03.pdf, pp. 12-23).

SYNERGRID précise que le traitement des remarques faites lors de la consultation publique et l'adaptation des textes sur la base de celles-ci ont été effectués en concertation étroite entre ELIA et les GRD.

4. DECISION

Vu le Règlement (UE) 2016/1388 de la Commission du 17 août 2016 établissant un code de réseau sur le raccordement des réseaux de distribution et des installations de consommation (Code DCC), en particulier son article 6 ;

Vu l'article 6, § 1^{er}, VII, alinéa 1^{er}, a), de la loi spéciale du 8 août 1980 ;

Vu l'article 43 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;

Vu la proposition de SYNERGRID du 17 mai 2018 (identique à celle d'ELIA) (annexe 1) relative aux exigences d'application générale à établir en vertu du Code DCC ;

Vu le rapport d'ELIA du 17 mai 2018 sur la consultation publique formelle concernant les propositions de règlement technique fédéral modifié et les exigences générales RfG, DCC, HVDC et stockage, à l'élaboration duquel les GRD ont collaboré ;

Vu l'analyse de la proposition de SYNERGRID effectuée conjointement par BRUGEL, le VREG et la CWaPE, reprise en annexe 2 de la présente décision ;

Considérant qu'il ressort de l'analyse de la proposition de SYNERGRID, reprise en annexe 2 de la présente décision, que des clarifications, motivations et modifications complémentaires sont nécessaires pour que les exigences d'application générale proposées par SYNERGRID puissent être considérées comme conformes, dans leur ensemble, aux prescriptions du Code DCC ; que la proposition de SYNERGRID ne peut donc être approuvée dans sa configuration actuelle ;

La CWaPE décide de ne pas approuver la proposition de SYNERGRID du 17 mai 2018 (annexe 1) relative aux exigences d'application générale à établir en vertu du Code DCC.

Une proposition adaptée tenant compte des observations formulées en annexe 2 devra être soumise à la CWaPE.

5. VOIES DE RECOURS

La présente décision peut, en vertu de l'article 50^{ter} du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, dans les trente jours qui suivent la date de sa notification, faire l'objet d'un recours en annulation devant la Cour des marchés visée à l'article 101, § 1^{er}, alinéa 4, du Code judiciaire, statuant comme en référé.

En vertu de l'article 50^{bis} du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, la présente décision peut également, sans préjudice des voies de recours ordinaires, faire l'objet d'une plainte en réexamen devant la CWaPE, dans les deux mois suivant la publication de la décision. Cette plainte n'a pas d'effet suspensif. « *La CWaPE statue dans un délai de deux mois à dater de la réception de la plainte ou des compléments d'informations qu'elle a sollicités. La CWaPE motive sa décision. A défaut, la décision initiale est confirmée* ».

En cas de plainte en réexamen, le délai de trente jours mentionné ci-dessus pour l'exercice d'un recours en annulation devant la Cour des marchés « *est suspendu à la décision de la CWaPE, ou, en l'absence de décision, pendant deux mois à dater de la réception de la plainte ou des compléments d'information sollicités par la CWaPE* » (article 50^{ter}, alinéa 2, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité).

6. ANNEXES

Annexe 1 : Proposition du 17 mai 2018 relative aux exigences d'application générale du Code DCC

Annexe 2 : Commentaires des régulateurs régionaux sur les propositions d'exigences générales soumises par Elia et Synergrid en application des codes RfG et DCC, effectués conjointement par BRUGEL, le VREG et la CWaPE